LE REGARD

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS GENERALES

Contact : +234 821366666/822950000 Site: www.leregard.info Prix Kinshasa: 2500Fc

N° RCCM : CD/KNG/RCCM/20-B-01232 ID.NAT : 01-83-N61739N N°D'IMPôT : A2034863S

SASSOU RÉCONCILIE LA RDC ET LE KENYA

Tshisekedi et Ruto renouent des relations fragilisées par la création de l'AFC à Nairobi P2



Martin Fayulu chez Sassou Nguesso P3

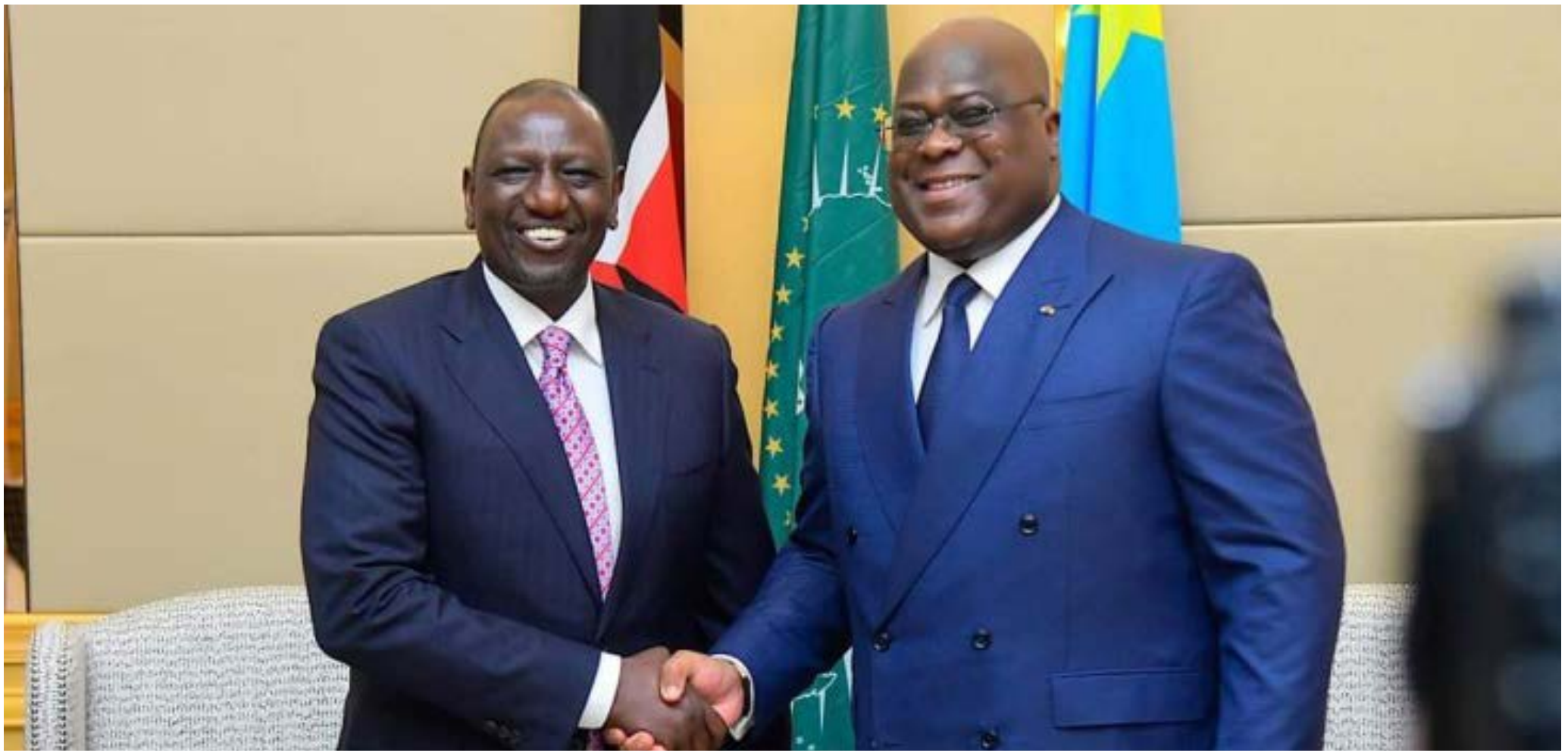




Ambongo dénonce une «provocation» du Pouvoir contre l'Eglise Catholique P4

SASSOU RÉCONCILIE LA RDC ET LE KENYA

Tshisekedi et Ruto renouent des relations fragilisées par la création de l'AFC à Nairobi



Après plusieurs années de tensions diplomatiques, Kinshasa et Nairobi affichent leur volonté de renouer le dialogue. Les Présidents Félix-Antoine Tshisekedi et William Samoei Ruto ont réaffirmé leur attachement aux principes de souveraineté, d'intégrité territoriale, de non-ingérence et de règlement pacifique des différends, à l'issue d'un sommet quadripartite tenu dimanche 22 novembre 2026 à Oyo, dans le département de la Cuvette, en République du Congo. Cette rencontre, organisée à l'initiative du Président Denis Sassou Nguesso, s'est déroulée en présence de Faure Essozimna Gnassingbé, Président du Conseil de la République togolaise et médiateur désigné par l'Union africaine dans la crise sécuritaire dans l'Est de la RDC.

Au centre de cette concertation de haut niveau figuraient notamment les préoccupations ayant affecté les relations entre la République démocratique du Congo et le Kenya, deux pays dont les rapports diplomatiques se sont considérablement refroidis ces dernières années.
Les tensions se sont particulièrement accentuées en décembre 2023, après le lancement à Nairobi de l'Alliance Fleuve Congo -AFC-, une plateforme politico-militaire créée par Corneille Nangaa.
Kinshasa avait alors exprimé son mécontentement face à la tenue de cette initiative sur le territoire kényan, considérant que cette situation portait atteinte à ses intérêts sécuritaires.
Ces divergences ont progressivement installé un climat de méfiance entre les deux capitales.

C'est dans ce contexte que Denis Sassou Nguesso a pris l'initiative de réunir ses homologues autour d'une même table, avec l'appui de Faure Gnassingbé dans son rôle de médiateur de l'Union africaine.
Les échanges, qualifiés de constructifs, francs et empreints de compréhension mutuelle dans le communiqué final, visaient à favoriser un rapprochement entre Kinshasa et Nairobi, tout en inscrivant cette démarche dans les efforts africains de promotion de la paix, de la sécurité et de la stabilité régionale.
Le sommet traduit également, selon ses participants, leur attachement aux idéaux du panafricanisme, à la solidarité et à la fraternité entre les peuples du continent.

À l'issue des discussions, Félix Tshisekedi et William Ruto ont réaffirmé leur volonté de privilégier les voies diplomatiques ainsi que les mécanismes régionaux et continentaux existants pour examiner leurs préoccupations communes et prévenir tout différend éventuel.

Les deux dirigeants ont également convenu de consolider leur coopération au sein des mécanismes régionaux chargés des questions de paix, de sécurité et d'intégration, notamment la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs -CIRGL- et la Communauté d'Afrique de l'Est -CAE-, dont leurs pays sont membres.
Une orientation qui traduit la volonté de replacer les relations bilatérales dans un cadre de concertation institutionnelle plutôt que dans une logique de confrontation.

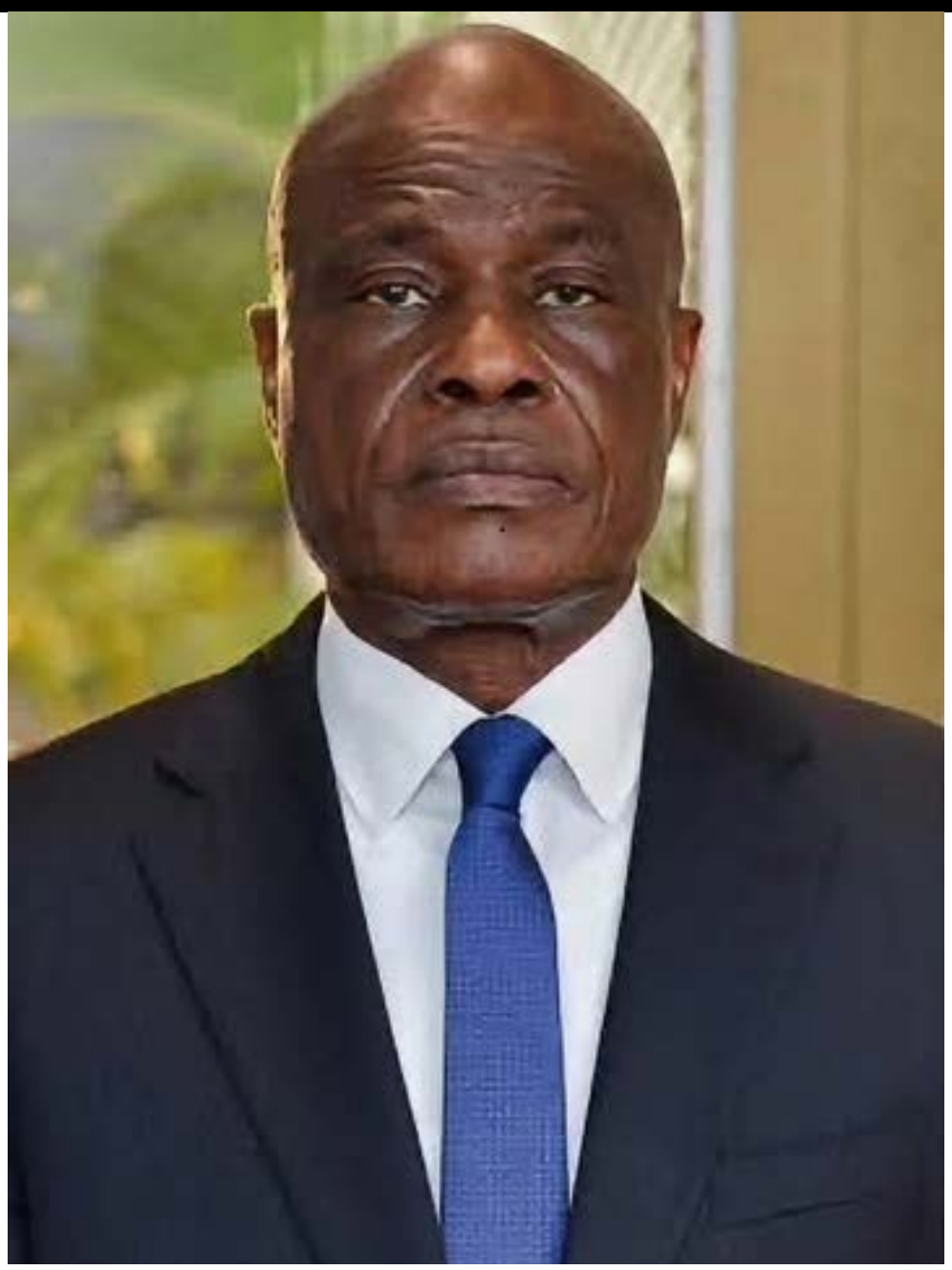
Cette démarche intervient alors que la crise sécuritaire dans l'Est de la RDC demeure l'un des principaux défis diplomatiques de la région des Grands Lacs. Les initiatives conduites sous l'égide de l'Union africaine, parallèlement aux processus de Washington et de Doha, cherchent à ouvrir une perspective de règlement politique et sécuritaire durable.
La présence de Faure Gnassingbé à Oyo revêt ainsi une portée particulière, puisqu'elle permet de rapprocher les préoccupations bilatérales entre Kinshasa et Nairobi des efforts plus larges de médiation autour de la crise congolaise.
Les deux chefs d'État ont, par ailleurs, exprimé leur reconnaissance à Denis Sassou Nguesso et Faure Gnassingbé pour leur engagement respectif dans la facilitation et la médiation de cette rencontre.

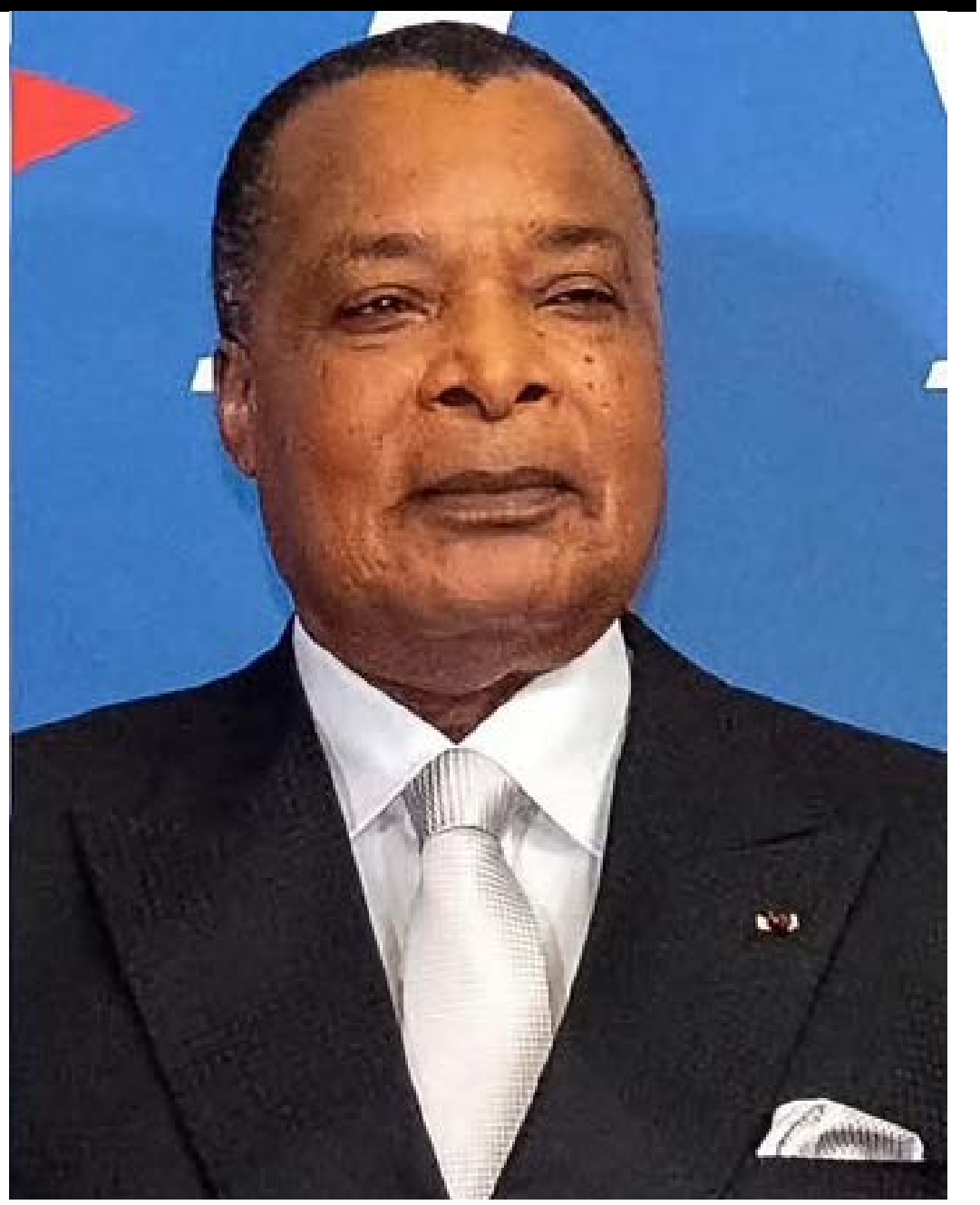
Ils ont salué leur contribution à la création d'un cadre propice à l'apaisement et au rapprochement entre les deux pays, avant de remercier le président congolais pour l'accueil et l'hospitalité réservés à leurs délégations.

Si le sommet d'Oyo ne signifie pas, à lui seul, la disparition de toutes les divergences entre Kinshasa et Nairobi, il constitue néanmoins un signal diplomatique important.
En réaffirmant leur attachement au dialogue, au bon voisinage et au respect de la souveraineté des États, Félix Tshisekedi et William Ruto semblent vouloir tourner une page de méfiance et ouvrir celle d'une coopération renouvelée.

René Kanzuku

Martin Fayulu chez Sassou Nguesso





La présence de Martin Fayulu à Oyo, dans le nord de la République du Congo, ne serait pas à inscrire dans le registre d'une démarche collective de l'opposition congolaise. L'invitation adressée au président de l'ECiDé par le Président Denis Sassou Nguesso revêt, selon les précisions rapportées par Cable.CD ce dimanche 22 novembre, un caractère strictement personnel.

Une nuance qui mérite d'être soulignée, au moment où les spéculations vont bon train autour des enjeux politiques de ce déplacement.

Derrière cette invitation se dessine une distinction politique essentielle: Martin Fayulu peut entretenir des contacts avec des dirigeants étrangers sans nécessairement engager la coalition Article 64 -C64-, dont il est l'une des principales figures.

D'après les informations publiées par Cable.CD, le Chef de l'État congolais aurait même dépêché des émissaires à Faden House, hôtel où réside l'opposant Fayulu, pour lui remettre personnellement son invitation.

Cette précision intervient dans un climat politique où la perspective d'un dialogue national continue de susciter des interrogations, notamment sur les acteurs appelés à y prendre part, les conditions de leur participation et les éventuelles négociations en coulisses.

Certaines spéculations vont jusqu'à évoquer l'avenir de la C64 et la possibilité de responsabilités institutionnelles, notamment le poste de Premier ministre. Mais, à ce stade, rien ne permet de transformer ces hypothèses en faits établis.

La question du mandat politique devient dès lors centrale. Si Fayulu venait à échanger avec des responsables congolais sur la situation politique en RDC ou sur les perspectives du dialogue national, ces discussions ne pourraient être considérées comme une position officielle de la C64 sans une décision ou une clarification de ses instances dirigeantes. Une rencontre à caractère personnel ne saurait tenir lieu de consultation de toute une plateforme.

Pour la C64, l'enjeu est donc aussi celui de la cohérence politique et de la lisibilité de sa démarche. Dans une opposition confrontée à des divergences stratégiques et à la délicate question du dialogue avec le pouvoir de Kinshasa, la distinction entre initiatives individuelles et décisions collectives n'est pas un simple détail de communication. Elle engage la crédibilité des positions défendues au nom de la coalition.

À Oyo, Martin Fayulu est ainsi invité en son nom propre. Reste à savoir quelle portée politique il donnera à cette occasion, sans préjuger de la position que la C64 pourrait adopter.

LE REGARD

Ambongo dénonce une «provocation» du Pouvoir contre l'Eglise Catholique



«Qu'est-ce que le pouvoir gagne en provoquant l'Église catholique qui se rassemble à travers ses jeunes venus de toutes les paroisses de l'archidiocèse de Kinshasa?», a-t-il déclaré.

Le cardinal Fridolin Ambongo Besungu, archevêque métropolitain de Kinshasa, a vivement dénoncé ce dimanche 22 novembre 2026 ce qu'il considère comme une provocation du pouvoir à l'égard de l'Église catholique.

Cette réaction intervient après l'empêchement de la célébration eucharistique qu'il devait présider au stade Tata Raphaël, dans la commune de Kalamu, à l'occasion de la solennité du Christ-Roi de l'Univers et de la 41ème Journée diocésaine des jeunes.

Malgré cette interdiction, des milliers de jeunes ont répondu à son invitation et rejoint le terrain du Collège Saint-Raphaël, où la messe a finalement été célébrée.

À l'origine de cette situation, une décision communiquée tardivement à l'Archidiocèse de Kinshasa. Dans un communiqué publié dimanche, la Chancellerie de l'Archidiocèse, sous la signature de son secrétaire-chancelier, l'abbé Clet-Clay Mamvemba, indique qu'un membre du gouvernement a informé l'Église, au-delà de 22 heures dans la nuit du samedi 21 au dimanche 22 novembre, de l'interdiction de tenir cette célébration au stade Tata Raphaël.

L'Église catholique déplore une décision annoncée sans justification ni notification officielle, alors que, selon elle, toutes les démarches administratives avaient été accomplies auprès des autorités nationales et provinciales et que les autorisations nécessaires, y compris les garanties sécuritaires du ministère de l'Intérieur, avaient été obtenues.

L'annonce de cette interdiction a également été accompagnée d'un important déploiement policier aux abords du stade. Dans une communication diffusée tôt dimanche matin, la Conférence épiscopale nationale du Congo -CENCO- a confirmé l'empêchement de la célébration et fait état de l'incertitude dans laquelle se trouvaient de nombreux fidèles, certains n'ayant pas encore été informés du changement de lieu.

Face à cette situation, les autorités ecclésiastiques ont décidé de transférer la messe au terrain du Collège Saint-Raphaël, où les jeunes catholiques ont finalement convergé pour prendre part à ce rendez-vous annuel.

Célébrée dans le cadre de la solennité du Christ-Roi de l'Univers, cette rencontre avait été annoncée depuis le 11 novembre par l'Archidiocèse de Kinshasa. Placée sous le thème retenu par le pape Léon XIV, « Prenez courage ! Moi, j'ai vaincu le monde !» (Jean 16, 33), elle devait initialement débuter à 9 heures au stade Tata Raphaël, avec une mise en place des participants dès 8 heures.

Le cardinal Ambongo avait invité les jeunes de toutes les paroisses de la capitale à participer massivement à cette célébration, munis de leurs drapeaux, chants et instruments, dans un esprit de communion, d'espérance et d'engagement en faveur de la paix.

Prenant la parole après la messe célébrée au terrain du Collège Saint-Raphaël, le cardinal Ambongo n'a pas caché son indignation. Dans une vidéo diffusée dimanche soir, il s'est interrogé sur les motivations des autorités: «Qu'est-ce que le pouvoir gagne en provoquant l'Église catholique qui se rassemble à travers ses jeunes venus de toutes les paroisses de l'archidiocèse de Kinshasa?», a-t-il déclaré.

Le prélat a notamment rappelé que l'Église avait obtenu les autorisations nécessaires pour organiser cette activité et dénoncé ce qu'il considère comme une décision à caractère politique.

Tout en exprimant sa désapprobation, l'archevêque métropolitain a salué le courage et la persévérance des jeunes catholiques qui, malgré les changements de dernière minute et les difficultés rencontrées, ont maintenu leur participation.

Il a toutefois déploré la frustration provoquée par cette situation, affirmant que plusieurs jeunes étaient repartis avec un sentiment de colère après avoir passé une journée particulièrement éprouvante.

Le cardinal a également contesté les éventuelles justifications sécuritaires de l'interdiction, faisant observer que la célébration organisée au terrain Saint-Raphaël s'était déroulée sans incident, malgré la forte proximité entre les participants. «Nous venons de terminer la célébration, vous avez vu, tout s'est très bien passé, il n'y a eu aucun incident, même pas un petit», a-t-il souligné.

Au-delà de cet incident, le cardinal Ambongo a appelé les autorités à assumer leurs responsabilités dans la protection des populations et rappelé l'importance du respect de la liberté de religion et de culte, garantie par la Constitution de la République démocratique du Congo.

Dans son communiqué, l'Archidiocèse avait également invité les jeunes et l'ensemble des fidèles à garder leur calme et à demeurer unis dans la prière. Une invitation à l'apaisement qui contraste avec la fermeté du ton employé par le prélat face à une décision dont les motivations n'ont, jusqu'ici, pas été officiellement expliquées par les autorités urbaines.

Schilo T.

Pourquoi la RDC ne doit pas quitter l'OIF: Isidore Kwandja livre sa recette

Alors que la question de la place de la République démocratique du Congo au sein de l'Organisation internationale de la Francophonie -OIF- suscite des interrogations dans le débat public, Isidore Kwandja Ngembo estime que le pays a davantage intérêt à rester membre de cette organisation pour défendre ses intérêts et renforcer son influence diplomatique.

Dans une tribune intitulée «Ce que les Congolais doivent savoir: pourquoi la RDC a-t-elle intérêt à rester au sein de l'OIF ?», cet ancien directeur national des IXes Jeux de la Francophonie de Kinshasa, haut fonctionnaire congolais, politologue et expert en gestion publique, développe les arguments en faveur du maintien de la RDC dans l'espace francophone.

Membre de la délégation congolaise ayant pris part au XXe Sommet de la Francophonie, organisé du 15 au 16 novembre à Phnom Penh, au Cambodge, Isidore Kwandja inscrit sa réflexion dans un contexte marqué par les débats sur l'avenir de l'organisation et la représentation des intérêts congolais en son sein.

Pour lui, le poids démographique de la RDC, avec plus de 100 millions d'habitants, constitue un atout majeur qui devrait lui permettre de peser davantage dans les orientations et les réformes de l'OIF.

Il considère cette organisation, qui rassemble près de 90 États et gouvernements, comme une tribune diplomatique permettant à Kinshasa de défendre sa souveraineté, son intégrité territoriale et ses intérêts nationaux, tout en consolidant des alliances internationales.

L'ancien responsable des Jeux de la Francophonie met également en avant les retombées potentielles de cette appartenance dans plusieurs secteurs, notamment l'éducation, la recherche, le numérique, la culture, la formation professionnelle, l'environnement et l'entrepreneuriat des jeunes. Autant de domaines dans lesquels les Congolais peuvent bénéficier de programmes de coopération, de formation et de mise en réseau.

À l'inverse, Isidore Kwandja met en garde contre les conséquences d'un éventuel retrait de la RDC. Une telle décision pourrait, selon lui, réduire la visibilité internationale du pays, limiter ses possibilités de mobilisation diplomatique et le priver de certains mécanismes de coopération réservés aux États membres.

Il précise toutefois qu'un départ de l'OIF ne signifierait pas l'abandon de la langue française, ni la remise en cause de son statut officiel en RDC. Il constituerait plutôt un signal de réorientation diplomatique et géopolitique susceptible de modifier les partenariats internationaux privilégiés par le pays.

Pour Isidore Kwandja, le véritable enjeu n'est donc pas de choisir entre rester ou quitter l'organisation, mais de savoir comment transformer le poids démographique, politique et culturel de la RDC en influence diplomatique réelle et en bénéfices concrets pour sa population.

«La RDC n'a pas intérêt à abandonner une tribune internationale où son poids lui donne une capacité d'influence. Elle a plutôt intérêt à y occuper pleinement sa place, à défendre ses intérêts et à contribuer activement à la réforme de la Francophonie », soutient-il.

Concluant, il invite les Congolais à distinguer les frustrations liées au fonctionnement actuel de l'OIF de l'intérêt stratégique de l'appartenance du pays à cette organisation. Il estime qu'il est possible de contester sa gouvernance, d'exiger des réformes et de défendre fermement les intérêts nationaux sans nécessairement renoncer à y siéger.

Une position qui met en avant une approche pragmatique de la diplomatie congolaise: privilégier l'influence de l'intérieur plutôt que le retrait d'une institution multilatérale.

Prisca B.



Francophonie économique : Isidore Kwandja mise sur un partenariat stratégique entre le Canada et la RDC

La Francophonie peut-elle devenir un véritable moteur de développement économique au-delà de son rôle linguistique et culturel ? C'est l'ambition défendue par Isidore Kwandja Ngembo, qui plaide pour un rapprochement économique plus poussé entre le Canada et la République démocratique du Congo. À l'issue d'un échange avec l'ambassadeur Sébastien Carrière, chef du protocole du Canada et représentant personnel du Premier ministre Mark Carney auprès de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), il a mis en avant les perspectives de coopération et d'investissement entre les deux pays.

Dans une publication sur son compte X, Isidore Kwandja Ngembo a fait état de la volonté du Canada de travailler étroitement avec la RDC, particulièrement à l'approche du XXIe Sommet de la Francophonie, que le Canada accueillera en 2028 à Ottawa. Pour lui, ce rendez-vous doit constituer une occasion de donner une nouvelle orientation à la coopération francophone, en privilégiant les partenariats économiques, l'investissement et la création de richesses partagées.

Cette perspective repose notamment sur les potentialités économiques de la RDC, considérée comme le plus grand pays francophone du monde. Avec ses importantes ressources naturelles, énergétiques, agricoles et forestières, le pays dispose d'atouts susceptibles d'intéresser les investisseurs canadiens. Isidore Kwandja estime que la mise en relation de ces ressources avec l'expertise, les capacités d'innovation et les opportunités d'investissement du Canada pourrait ouvrir de nouvelles perspectives de croissance pour les deux économies.

Au-delà des échanges commerciaux, cette approche entend placer l'entrepreneuriat, la création d'emplois et le développement durable au cœur des priorités de la coopération francophone. L'objectif serait de faire émerger des partenariats capables de produire des retombées économiques concrètes pour les populations, plutôt que de limiter les relations entre pays membres à la promotion de la langue française et aux échanges culturels.

Pour Isidore Kwandja Ngembo, le prochain Sommet de la Francophonie prévu à Ottawa en 2028 pourrait ainsi servir de cadre à cette transformation. La RDC, compte tenu de son poids démographique, linguistique et de ses potentialités économiques, pourrait y occuper une place importante dans la construction d'un espace francophone davantage tourné vers les investissements et les opportunités d'affaires.

« La Francophonie doit désormais aller au-delà de la langue pour devenir un véritable levier de rapprochement économique, de partenariats stratégiques et de développement durable au bénéfice de ses peuples », soutient-il. Il résume cette vision par une formule qui traduit son ambition : « Une Francophonie qui parle, mais surtout une Francophonie qui entreprend, investit et crée de la prospérité. »

À deux ans de ce rendez-vous international, cette vision pose la question de la capacité des États francophones à transformer leur proximité linguistique en opportunités économiques concrètes. Pour la RDC et le Canada, le défi consistera notamment à traduire les intentions affichées en projets d'investissement, en partenariats durables et en emplois. Une perspective qui pourrait donner à la Francophonie une dimension économique plus affirmée.

Auxence K.



www.leregard.info - www.leregard.info - www.leregard.info - www.leregard.info - www.leregard.info -www.leregard.info -

Kinshasa: après cinq ans de fermeture, Zando rouvre en décembre

La réouverture du Marché central de Kinshasa, communément appelé «Zando», se précise. Le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, devrait procéder à son inauguration au mois de décembre prochain. C'est ce qu'a annoncé le gouverneur de la ville de Kinshasa, Daniel Bumba Lubaki, à l'issue d'une visite d'inspection effectuée ce dimanche 22 novembre 2026 sur le site.

Selon le chef de l'exécutif provincial, les travaux de réhabilitation et de modernisation du marché sont déjà exécutés à plus de 95 %. Il ne resterait ainsi que quelques interventions de finition avant la mise en service de cette infrastructure commerciale, longtemps attendue par les opérateurs économiques et les habitants de la capitale.

Au cours de sa visite, Daniel Bumba a notamment relevé la nécessité d'achever les travaux liés aux fosses septiques, au remblayage ainsi qu'au nettoyage général du site. Ces dernières opérations doivent permettre de finaliser les installations avant la cérémonie officielle d'inauguration annoncée pour décembre.

Pour rappel, la réhabilitation du marché central s'inscrit dans le cadre du projet de modernisation de cette infrastructure commerciale, fermée depuis janvier 2021 sous l'administration du gouverneur Gentiny Ngobila Mbaka.

Cette fermeture avait été décidée dans le but de permettre sa reconstruction et son assainissement, dans un contexte marqué par des problèmes d'insalubrité, d'occupation anarchique et de congestion.

Depuis lors, une partie des vendeurs avait été délocalisée vers des marchés provisoires, notamment à Kinshasa et dans ses environs, tandis que les activités commerciales du centre-ville étaient profondément réorganisées.

La perspective de la réouverture de «Zando» constitue donc une étape importante pour les commerçants qui attendent de retrouver un cadre de travail modernisé et pour les autorités provinciales, confrontées à l'enjeu de l'organisation du commerce urbain.

L'inauguration annoncée en décembre devrait ainsi marquer une nouvelle étape dans le processus de réhabilitation de ce haut lieu du commerce kinois, sous réserve de l'achèvement effectif des travaux de finition.

René Kanzuku






Spéctacle d' humour
SULTANI RIVER
Yemei
En route pour Abidjan
MOUVANCE
Stdr 20$
vip 50$
Vvip 100$
18h30 04 Dec
Sultani River
12, ave de l'avenir, Q/Basoko,
C/Ngaliema, Kinshasa,
contact : + 243 897 000 132

www.leregard.info - www.leregard.info - www.leregard.info - www.leregard.info - www.leregard.info -www.leregard.info -

Moïse Mbiye écrit une nouvelle page du gospel congolais à Accor Arena

Le gospel congolais vient de franchir un nouveau cap sur la scène internationale. Le pasteur et artiste musicien Moïse Mbiye a signé, samedi 21 novembre 2026, une prestation historique à Accor Arena de Paris, en France. Premier artiste gospel congolais à se produire dans cette prestigieuse salle parisienne, le responsable de l'église Cité Béthel a réussi à mobiliser près de 20.000 spectateurs autour de son répertoire.

Une soirée placée sous le signe de la ferveur, de la communion musicale et de la célébration de la musique chrétienne congolaise. Sous les ovations d'un public visiblement impatient de le retrouver, Moïse Mbiye a fait son entrée sur scène en ouvrant le spectacle avec «Ba Sango Ya Malamu».

Dès les premières notes, l'ambiance s'est installée dans une salle conquise, entre chants repris en chœur, applaudissements et expressions de joie.

Pendant plus de deux heures, l'artiste a revisité plusieurs titres de son répertoire, offrant à ses admirateurs un spectacle à la hauteur de l'événement. L'atmosphère, bon enfant, a témoigné de l'attachement du public à celui que ses fidèles surnomment «Le Réserve de l'Éternel».

Cette soirée n'a cependant pas été une simple démonstration individuelle. Moïse Mbiye a également ouvert la scène à d'autres figures du gospel congolais, dont Moïse Matuta, Eunice Manyanga et Michel Bakenda.

Ces différentes apparitions ont donné une dimension collective à ce rendez-vous, transformant Accor Arena en une vitrine du talent et de la diversité de la musique chrétienne congolaise.

Au-delà des performances, ces invitations ont aussi illustré une volonté de partager cette consécration avec d'autres voix du gospel national.

Après plus de deux heures de communion avec ses fans, le pasteur musicien a choisi «O Mériter» pour refermer cette parenthèse parisienne. Un final chargé d'émotion, qui a prolongé la ferveur d'une soirée déjà marquée par une forte mobilisation populaire.

Entre la symbolique de la salle, l'ampleur du public et la présence de plusieurs artistes invités, Moïse Mbiye a ainsi inscrit son nom dans une nouvelle page de l'histoire du gospel congolais.

Au-delà de la performance scénique, ce concert représente un signal fort pour la musique chrétienne congolaise, longtemps portée par les églises, les grandes célébrations religieuses et les circuits de production locaux.

En investissant une salle de cette envergure à Paris, Moïse Mbiye a démontré que le gospel made in Congo peut également s'imposer dans les grandes infrastructures internationales du spectacle vivant.

René Kanzuku










NUIT DE L'HUMOUR CONGOLAIS
Lady ecobo · Guesho
linda khol · konyna · bibey pro
zosha kitona music
avec plein d'autre artistes surprise...
ABIDJAN
19 dec
2026-18h
Ticket 10000fcfa
vip 15000fcfa
Reservation; 0707734599

ww.leregard.info -www.leregard.info -

La guerre entraîne une baisse de près de moitié de la production de miel au Sud-Kivu



La production de miel connaît une forte baisse dans la province du Sud-Kivu. Elle est passée de 10 tonnes en 2024 à une estimation comprise entre 4 et 6 tonnes actuellement, selon un rapport publié ce dimanche 22 novembre par l'organisation Monde des Abeilles, qui encadre les apiculteurs de la région. Cette structure présente la guerre opposant les Forces armées de la RDC (FARDC) au Front pour la refondation de la nation (FRN) comme la principale cause de cette baisse.

Selon Hippocrate Marume, cette situation s'explique notamment par les difficultés d'accès aux zones de production et aux ruchers en raison de la présence de combattants dans les champs. Les affrontements perturbent également l'entretien des ruches et provoquent le déplacement des colonies d'abeilles.

« La plupart des ruches sont en train de perdre leurs colonies parce que, dans les zones touchées par les affrontements, les abeilles disparaissent ou se déplacent », précise-t-il.

Des conséquences sur les revenus des apiculteurs

Cette baisse de la production menace les moyens de subsistance de nombreuses familles qui dépendent de l'apiculture. Au-delà de la production de miel, la situation affecte également le rôle des abeilles dans la pollinisation, un processus essentiel à la reproduction des plantes et à la production de fruits.

Face à ces difficultés, Hippocrate Marume plaide pour un assouplissement des mesures de restriction et une meilleure protection des apiculteurs dans les zones de production. Il appelle également les parties au conflit à reprendre les négociations afin de parvenir à une solution pacifique.

Évoquant le fonctionnement des colonies d'abeilles, il invite les protagonistes à s'inspirer de leur capacité à réagir collectivement lorsqu'un problème survient dans la ruche.

Par ailleurs, le député provincial Nestor Mastaki a initié un édit visant à renforcer la protection des abeilles et à promouvoir l'apiculture. La présentation et l'examen de ce texte sont prévus ce lundi 23 novembre à l'Assemblée provinciale du Sud-Kivu.

Radio Okapi

EDITEUR
DIRECTEUR GÉNÉRAL
René Kanzuku
+243 821366666

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Landry Gombo B.
DIRECTEUR DE RÉDACTION
Schilo Tshitenga
+243 822950000
REDACTEUR EN CHEF
Justice Kangamina M.

RÉDACTION CENTRALE
Blaise Bonduku
Myrthe Ekuba
Auxense Katasa
Prisca Bamenga
Hervie Kiala
Blaise Puala
(en congé)
Christelle Luyindula
(en congé)
Landry Gombo
Loudie Mukumbi
Rabby Lokate
Rhudy Mialoundama
(en congé)
Sarah Gere
Schilo Tshitenga

CORRESPONDANTS
Anicet Cito
(Nord-Kivu)
Isidoros Karderinis
(Athènes Grèce)
Elysée Mutingwa
(USA-Indianapolis)
Joël Konalowo (Tshopo)
Thierry Bahati Rafiki
(Ituri)
TECHNIQUES ET LOGISTIQUES
Alba Ngalula
MARKETING/COMMERCIAL
Prisca Bamenga
DESIGN&LAYOUT
E-Wink
+243 903064750
WEBMASTER
Schilo Citeng
Finances/DigitalCom
Schilo Citeng
ADRESSE
Av. Nkuka N°15
Mont-Ngafula

www.leregard.info - www.leregard.info - www.leregard.info - www.leregard.info - www.leregard.info -www.leregard.info -

Afrique: l'heure de la souveraineté économique a sonné



L'Afrique est un continent meurtri et profondément marqué par le colonialisme. Celui-ci fut une période brutale et impitoyable de conquête organisée et méthodique, d'exploitation systématique et de partage du continent entre les puissances européennes. Ses conséquences profondes continuent de façonner les réalités économiques, sociales et politiques des États africains. Le colonialisme a notamment tracé des frontières artificielles, sans tenir compte des réalités ethniques, linguistiques, religieuses et culturelles des populations. Cet héritage a contribué à l'émergence de tensions internes, de guerres civiles et de mouvements séparatistes. Il a également instauré des rapports de dépendance économique, notamment à travers l'exploitation des ressources naturelles par de puissantes multinationales étrangères. Cette situation a longtemps entretenu la pauvreté, la précarité et les inégalités. À cela s'ajoutent les séquelles de l'instabilité politique, des interventions étrangères et des coups d'État, dont certains ont été soutenus ou encouragés par des puissances extérieures.

Aujourd'hui, l'Afrique compte environ 1,5 milliard d'habitants, dont une proportion importante est constituée de jeunes de moins de 25 ans. Elle est ainsi le continent le plus jeune du monde. D'ici à 2050, une personne sur quatre dans le monde sera africaine. Cette évolution démographique représente un immense potentiel en matière de main-d'œuvre, d'innovation et de consommation. Des pays comme le Nigeria, l'Éthiopie, l'Égypte et la République démocratique du Congo compteront parmi les États les plus peuplés du continent, avec des besoins croissants susceptibles de stimuler la production et les échanges économiques. Le continent regorge d'immenses richesses naturelles. Pourtant, son économie demeure largement dépendante de l'exportation de matières premières, au détriment de la transformation industrielle locale. L'Afrique détient environ 30 % des réserves mondiales de certaines ressources minérales, notamment le cobalt, le lithium, l'uranium, le nickel, le chrome, le manganèse, le platine et le cuivre.

Elle dispose également d'un potentiel agricole considérable, avec une importante superficie de terres arables encore inexploitées. Certaines estimations évoquent près de 60 à 65 % des terres arables non cultivées dans le monde. Ce potentiel pourrait permettre au continent non seulement de garantir sa sécurité alimentaire, mais aussi de devenir un véritable grenier agricole pour le reste de la planète.

L'Afrique possède par ailleurs un potentiel exceptionnel en matière d'énergies renouvelables. Son ensoleillement, ses ressources hydroélectriques et ses possibilités de développement de l'énergie éolienne et géothermique pourraient en faire l'une des grandes puissances énergétiques du XXIe siècle. Mais comment l'Afrique peut-elle sortir durablement de la pauvreté ? La réponse passe par une transformation profonde de son modèle économique : abandonner progressivement une économie essentiellement tournée vers l'exportation de matières premières à faible valeur ajoutée pour construire une économie productive, industrielle et créatrice de richesses. Une économie qui investit dans ses institutions, valorise ses ressources humaines et maîtrise davantage ses choix stratégiques.

La construction d'usines sur le continent, notamment pour assurer la transformation locale des matières premières, constitue un axe prioritaire. En développant des industries nationales et régionales capables de transformer les ressources africaines sur place, les États pourraient créer des emplois, accroître leurs recettes, renforcer leurs capacités productives et améliorer les conditions de vie de leurs populations. L'Afrique doit cesser d'être uniquement un fournisseur de matières premières pour devenir un acteur majeur de la production industrielle mondiale.

La modernisation de l'agriculture constitue un autre pilier essentiel. Elle passe notamment par le développement des systèmes d'irrigation, la mécanisation, l'accès aux semences améliorées et l'utilisation de technologies modernes et innovantes. L'objectif est de réduire la dépendance alimentaire extérieure, de limiter les importations coûteuses et de renforcer la souveraineté alimentaire du continent. Les faibles rendements agricoles observés dans de nombreuses régions africaines montrent l'ampleur des investissements et des réformes nécessair...